



Conseil économique et social

Distr. générale
24 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par la Asociación Nacional de Empresarios de Colombia, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique social.

* E/2012/100.



Déclaration

Alliance entre secteur public et secteur privé : une stratégie pour promouvoir les capacités de production, l'emploi, et le travail décent pour éradiquer la pauvreté

Au cours des dernières années, l'environnement social, économique et productif de la Colombie a changé de manière favorable. Le produit intérieur brut du pays, 335 milliards de dollars, s'est accru de 3 et 6% annuellement au cours des 10 dernières années, octroyant au pays une position privilégiée dans la région en devenant la quatrième économie de l'Amérique latine. En même temps la sécurité s'est améliorée de manière significative, ce qui rend la Colombie attractive pour l'investissement étranger direct. En 2011, la banque centrale colombienne fait état de 14 milliards de dollars en investissement étranger direct, ce qui prouve la confiance en l'économie du pays.

Conséquence directe de sa croissance économique et de l'investissement étranger direct, la société colombienne et ses citoyens ont vu une amélioration de leurs conditions de vie. En 2002 le taux de pauvreté était de 49 %, mais les activités du gouvernement et du secteur privé qui recourent à la responsabilité sociale des entreprises en tant qu'outil complémentaire d'action de l'État, ont eu pour effet une réduction de 12 points au cours des 10 dernières années. De nos jours, cet indicateur se situe autour de 37 %; c'est encore trop, mais on espère que la tendance aille vers une réduction de ce pourcentage.

La forte alliance entre secteur public et secteur privé s'est vue renforcée au cours de ces dernières années avec la mise en œuvre d'une politique de transformation productive. Le gouvernement national et la National Business Association of Colombia œuvrent ensemble en coordination avec des programmes spécifiques afin de transformer certains des secteurs économiques du pays pour les rendre plus compétitifs sur les marchés internationaux. L'objectif de la politique est de générer des chaînes de production avec valeur ajoutée pour les biens et services intermédiaires et finaux, des compagnies à très fort profit, et des secteurs économiques devant améliorer la capacité de production du pays de manière à créer de nouvelles opportunités d'emploi, de plus forts niveaux de revenus, et une réduction du taux de pauvreté. C'est pourquoi pendant la dernière décennie, le chômage a été abaissé à 10 %; en moyenne, le taux de chômage en Colombie en 2011 était de 10,3 %.

Le secteur de la responsabilité sociale des entreprises de la National Business Association of Colombia promeut deux programmes conjointement avec la Banque interaméricaine de développement et l'Organisation internationale du Travail. Le premier est un programme sur l'enchaînement productif promouvant les synergies tout au long des chaînes de production en promouvant l'efficacité, la qualité, et la stabilité de l'emploi aux différents niveaux du processus de valeur ajoutée dans la production des biens finaux. Le deuxième œuvre à la promotion de politiques pour le travail décent, les principes et les bonnes pratiques sur le marché du travail.

L'association est persuadée que la coopération internationale, les programmes de politique de transformation productive et d'enchaînement productif, et de travail décent sont les éléments de base pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier pour créer des opportunités de travail décent, pour réduire la pauvreté, et pour le développement durable.
